



Distribution: générale

Date: 10 février 2017

Original: anglais

Point 7 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/7/5/Rev.1

Plans stratégiques de pays

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays – Colombie (2017–2021)

Durée	avril 2017–décembre 2021
Coût total pour le PAM	84 494 000 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

La stratégie du PAM en Colombie repose sur l'hypothèse qu'en aidant le Gouvernement à atteindre les objectifs de développement durable 17 et 2, tout en contribuant à la réalisation d'autres objectifs, une paix inclusive pourra être instaurée. Les négociations avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie ont montré combien la sécurité alimentaire, le développement rural et le principe selon lequel personne ne doit être laissé de côté étaient importants. La stratégie du PAM est alignée sur les nouvelles priorités du Gouvernement pour répondre aux besoins sur le plan humanitaire et dans les domaines du redressement, du développement et de l'assistance technique, et contribuer à la paix et à la réintégration. Le PAM appuiera l'action de consolidation de la paix menée par le Gouvernement dans le but de parvenir à des solutions durables pour les victimes du conflit.

Les taux élevés de malnutrition, en particulier au sein des populations autochtones, constituent des défis immédiats auxquels se heurte le Gouvernement alors qu'il s'est engagé à mettre fin à la malnutrition chronique d'ici à 2025. Le PAM s'attaquera à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition en améliorant l'accès aux populations rurales isolées, notamment les communautés qui ont été marginalisées pendant des années. Une attention spéciale sera accordée aux victimes de la violence, en particulier les groupes ethniques vulnérables¹, les femmes, les filles et les garçons. Une large place sera faite dans toutes les

¹ Le présent document utilise la définition que donne le Gouvernement des "populations ethniques", à savoir les populations d'origine africaine, les populations autochtones et les Roms.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Barreto
Directeur régional
Amérique latine et Caraïbes
courriel: miguel.barreto@wfp.org

Mme D. Hines
Directrice de pays
courriel: deborah.hines@wfp.org

activités aux mesures propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et à assurer la protection.

La valeur ajoutée du PAM est sa capacité à venir en aide aux personnes vulnérables dans des zones reculées au moyen d'activités de renforcement de la résilience qui prennent en compte la problématique hommes-femmes et la nutrition. Le PAM collaborera avec d'autres organismes des Nations Unies afin de réaliser des synergies, d'éviter les doubles emplois et d'optimiser les effets directs positifs. Les activités qu'il mènera en vue d'obtenir les cinq effets directs stratégiques énumérés ci-après comporteront notamment le renforcement des capacités et la fourniture de vivres et de transferts monétaires:

- Les autorités locales et la société civile ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre de manière responsable des programmes qui contribuent à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition.
- Les victimes de la violence, les communautés marginalisées et les populations ethniques ont accès à tout moment et de manière adéquate à des aliments nutritifs et à une alimentation diversifiée, et sont en mesure d'établir elles-mêmes leurs moyens d'existence ou de les améliorer.
- Les communautés et les familles ont des capacités renforcées pour prévenir la malnutrition, personne n'étant laissé de côté dans les zones urbaines marginalisées et les zones rurales reculées.
- Les petits exploitants améliorent durablement leurs capacités de production et de commercialisation.
- Les communautés ethniques rurales dans les zones vulnérables ont une capacité accrue de récupération à la suite de chocs, et d'adaptation au changement climatique.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Colombie (2017–2021) (WFP/EB.1/2017/7/5/Rev.1), pour un coût total pour le PAM de 84,5 millions de dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Les négociations de paix entre le Gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie portent sur des questions complexes et anciennes concernant la réforme rurale, la restitution des terres, la justice pendant la période de transition, la participation politique, le déminage, les réparations à accorder aux victimes et la réintégration des combattants. Les personnes les plus touchées par le conflit attendent des progrès rapides dans la résolution de ces questions.
2. Soixante années de conflit ont eu un impact considérable sur la situation sociale, économique et politique du pays, déplaçant 7,5 millions de personnes et donnant lieu au recrutement d'enfants, à des violences sexuelles et sexistes², à l'apparition d'économies illicites, à l'expropriation de terres et à des dommages à l'environnement. La moitié du territoire de la Colombie a été touché, érodant le tissu social³. L'application intégrale de tout accord s'annonce difficile dans les prochaines années.
3. Les populations autochtones et afrocolombiennes sont touchées de manière disproportionnée par la violence: elles constituent 73 pour cent des personnes victimes de déplacements massifs, alors que les populations autochtones ne représentent que 1,5 pour cent et les Afrocolombiens 17 pour cent de la population⁴; 55 pour cent des personnes déplacées sont des femmes et des filles³.
4. Les déplacements de masse et la violence ont diminué en 2016, mais des effets moins visibles de la violence touchent encore les Colombiens, en particulier dans les zones rurales: la mobilité de 2,5 millions de personnes a été réduite pendant les six premiers mois de 2016, et on estime que 89 390 personnes ont été déplacées au cours de l'année⁵. Les accords de paix n'empêcheront probablement pas certains groupes de continuer à commettre des actes de violence pour essayer de prendre le contrôle de zones actuellement sous l'influence des guérilleros.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

Accès à la nourriture

5. De grandes parties du pays, en particulier les zones où vivent de fortes proportions de populations ethniques, n'ont pas profité des progrès économiques réalisés par la Colombie et souffrent de niveaux élevés d'insécurité alimentaire. Environ 43 pour cent des Colombiens sont en situation d'insécurité alimentaire, notamment dans les zones rurales et dans les ménages dirigés par une femme: l'analyse et la cartographie de la vulnérabilité effectuées en 2014 par le PAM et l'enquête nationale sur la nutrition de 2010 ont montré que ces personnes n'avaient pas accès à des aliments de base et nutritifs⁶. Le manque d'accès à la nourriture est manifeste dans les départements de La Guajira, de Chocó et de Cauca. Dans le département de La Guajira, 90 pour cent de la population rurale déplacée et des victimes du conflit ne sont pas en mesure de faire face à leurs besoins fondamentaux; dans la région de la côte atlantique, l'apport énergétique moyen par personne et par jour est de 1 000 kilocalories de moins qu'à Bogota⁷.

² Comprend les actes de violence commis par un partenaire, la violence sexuelle, et la violence liée au conflit et à la traite des personnes.

³ Unité d'aide et de réparation intégrale aux victimes. 2016. *Registro Único de Víctimas*. Voir: <http://rni.unidadvictimas.gov.co/RUV>.

⁴ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). 2016. *Humanitarian Response Plan: Overview January-December 2016*. https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/2016_hrp_overview_colombia_eng_web.pdf.

⁵ OCHA. 2016. *Boletín Humanitario Mensual Colombia*. N° 50. Voir: https://www.humanitarianresponse.info/es/system/files/documents/files/010816_boletin_humanitario_junio.pdf.

⁶ Institut colombien pour le bien-être familial (ICBF). 2010. *Encuesta Nacional de Situación Nutricional en Colombia*. Bogota.

⁷ Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)/Fonds d'équipement des Nations Unies. 2016. *Adopting a Territorial Approach to Food Security and Nutrition Policy*. Voir: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264257108-en>.

Fin de toutes les formes de malnutrition

6. Les taux de malnutrition, toutes formes confondues, sont plus élevés que la moyenne nationale parmi les personnes déplacées et dans les communautés autochtones et afrocolombiennes⁸: 90 pour cent des enfants autochtones de moins de 5 ans dans la zone de la côte pacifique et 60 pour cent dans les zones au sud et au nord du pays souffrent de malnutrition chronique. La malnutrition aiguë est particulièrement préoccupante dans certains départements⁹: au moins 60 enfants sont morts de malnutrition dans le département de La Guajira en 2016. Les taux d'anémie chez les enfants de moins de 5 ans dans les communautés déplacées s'échelonnent entre 53 et 78 pour cent, alors que la moyenne nationale est de 27,5 pour cent⁹. Parmi les personnes déplacées, les écarts sont importants selon le sexe: 62,4 pour cent des garçons sont anémiés, contre 45,9 pour cent des filles⁹. Dans les communautés autochtones dispersées, 58 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent des carences en micronutriments⁹. Parmi les personnes déplacées, 17 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont en surpoids, et 6,5 pour cent sont obèses, les garçons étant plus touchés que les filles¹⁰. Les taux de surpoids et d'obésité atteignent près de 65 pour cent dans certaines communautés autochtones¹⁰.

Productivité et revenus des petits exploitants

7. Les petits agriculteurs travaillent dans des conditions agroécologiques difficiles, avec des aléas météorologiques et un accès précaire aux marchés. Ces 20 dernières années, la contribution de l'agriculture au produit intérieur brut (PIB) est passée de 15,3 à 6,8 pour cent¹¹. Seuls 3,9 pour cent des ménages ruraux pauvres possèdent des terres et ont accès à l'assistance technique, aux intrants et au crédit nécessaires à l'agriculture de subsistance¹². Il existe de fortes inégalités entre les hommes et les femmes dans l'accès aux avoirs: les femmes ne détiennent que 26,5 pour cent des terres, et elles ont un accès limité aux programmes d'appui technique¹².

Systèmes alimentaires durables

8. Les droits fonciers informels et l'utilisation non optimale des terres sont à l'origine de la stagnation du secteur agricole. Les phénomènes El Niño et La Niña qui ont sévi pendant la période 2014–2016 ont contribué à la sécheresse, à la désertification, aux feux de forêt et aux inondations qui ont compromis la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables, notamment dans le département de La Guajira. Selon l'indice de risque climatique, la Colombie se situe parmi les pays à risque moyen et est exposée à des risques d'inondation, de glissement de terrain, de séisme, d'activité volcanique et autres risques naturels¹³. Ces 40 dernières années, les pertes économiques résultant de catastrophes de petite et moyenne envergure ont été considérablement plus lourdes que celles causées par de grandes catastrophes. La stratégie du Gouvernement comprend notamment le soutien à l'agriculture familiale, l'amélioration de l'accès aux marchés pour les petits exploitants et la fourniture d'intrants et d'une assistance technique en vue d'améliorer durablement la productivité et la résilience.

Environnement macroéconomique

9. Selon les estimations, le PIB du pays a progressé de 2,5 pour cent en 2016, soit un recul de 0,6 pour cent par rapport à 2015, qui s'explique par: i) la chute des cours du pétrole et la dépendance à l'égard des exportations de pétrole; ii) la dévaluation de la monnaie et le déséquilibre entre importations et exportations; et iii) la stagnation des recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers, qui représentent 5,6 pour cent des recettes fiscales par

⁸ Institut national de la santé. 2016. Sivigila, Colombie. Voir: <http://portalsivigila.ins.gov.co/sivigila/reportes/pages/vigilancia.php>.

⁹ Les départements colombiens sont des groupements de municipalités.

¹⁰ ICBF/Prosperidad Social/PAM. 2013. Intervention prolongée de secours et de redressement 200148.

¹¹ Banque mondiale. 2016. *Global Economic Prospects Database 2010*. Voir: <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=global-economic-prospects#>.

¹² Département national de la planification (DNP). 2015. *Informe Final. Misión para la transformación del campo*. Bogota.

¹³ Germanwatch. 2016. *Global Climate Risk Index: Who Suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-related Loss Event in 2014 and 1995 to 2014*. Voir: <https://germanwatch.org/fr/download/13503.pdf>.

rapport à une moyenne de 24,8 pour cent dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)¹⁴.

Principaux liens intersectoriels

10. L'économie a connu une croissance de 4,4 pour cent par an en moyenne de 2007 à 2015¹¹, et la pauvreté pluridimensionnelle a diminué de 10,4 pour cent entre 2010 et 2015, mais les dividendes ont été inégalement répartis. La Colombie est l'un des pays où les inégalités sont les plus marquées au monde, avec un indice de Gini de 53,5 et un indice d'inégalité de genre de 0,429, ce qui témoigne de la répartition inégale des revenus:
 - Le taux de pauvreté pluridimensionnelle est 2,3 fois plus élevé dans les zones rurales que dans les zones urbaines¹⁵; 46 pour cent des ménages ruraux dirigés par des femmes vivent en dessous du seuil de pauvreté¹⁶.
 - La population économiquement inactive compte 56 pour cent de femmes, dont 57 pour cent effectuent des travaux ménagers et 31 pour cent font des études. Pour ce qui est des hommes économiquement inactifs, 61 pour cent font des études¹⁷.
 - La classe moyenne représente 6,6 pour cent de la population rurale, contre 33,4 pour cent dans les centres urbains¹⁸.
 - Les conditions d'extrême pauvreté après un déplacement contribuent au travail des enfants et au recrutement des filles et des garçons par des groupes armés; les violences familiales obligent les enfants et les adolescents à rechercher d'autres conditions de vie, ce qui renforce les rôles sociaux négatifs dévolus à l'un et l'autre sexe.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

11. Les facteurs qui contribuent à la mauvaise situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont notamment: i) les inégalités structurelles; ii) l'accès insuffisant à des aliments de qualité et nutritifs; iii) le manque d'infrastructure; iv) l'accès inadéquat aux services sociaux; v) les mauvaises pratiques de gestion des terres; vi) le changement climatique et la variabilité du climat; vii) le peu de possibilités d'emploi dans les zones rurales; et viii) les tensions liées à l'exploitation minière, à la déforestation, et à la contamination et à l'épuisement des nappes phréatiques. La qualité médiocre des données disponibles ne permet pas d'analyser de manière fiable les progrès accomplis dans l'élimination des différentes formes de malnutrition.
12. L'examen stratégique de 2015–2016 et les consultations avec les parties prenantes ont permis de recenser les lacunes ci-après dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition:
 - Les tendances concernant les recettes publiques ont pour effet de limiter l'efficacité des programmes. Les dépenses sociales en pourcentage du PIB sont inférieures de 15 pour cent à la moyenne des pays de l'OCDE. Les dépenses consacrées aux écoles primaires et secondaires s'élèvent à 2 100 dollars par élève, contre une moyenne de 8 788 dollars dans les pays de l'OCDE. Les dépenses de santé étaient de 864 dollars par personne en 2012, contre une moyenne de 3 453 dollars dans les pays de l'OCDE¹⁹. Le manque d'accès aux services de base compromet la sécurité alimentaire et la nutrition, en particulier parmi les populations ethniques et les personnes déplacées.

¹⁴ OCDE. 2015. *Statistiques des recettes publiques 2015*. Voir: <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=REV#>.

¹⁵ OCDE. 2014. *Examens territoriaux de l'OCDE: Colombie, 2014*. Voir: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264257108-en>.

¹⁶ Département administratif national de statistiques. 2016. Voir: https://www.dane.gov.co/files/investigaciones/condiciones_vida/pobreza/bol_pobreza_15_.pdf.

¹⁷ Département administratif national de statistiques. Voir: http://www.dane.gov.co/files/investigaciones/boletines/ech/ech_genero/bol_eje_sexo_abr_jun16.pdf.

¹⁸ Banque interaméricaine de développement. 2015. *Poverty, Vulnerability and the Middle Class in Latin America*. Washington.

¹⁹ OCDE. 2016. Voir: <https://data.oecd.org>.

- La fragmentation institutionnelle et le manque de coordination des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition font obstacle à la réalisation des cibles. Seulement 11 pour cent des actions sont planifiées de manière intersectorielle, et les administrations décentralisées n'ont pas les capacités nécessaires pour mettre en œuvre les programmes et en rendre compte²⁰.
- Pour ce qui concerne les lacunes dans la couverture et la portée des programmes sociaux, l'absence de ciblage de groupes spécifiques et l'insuffisance de la surveillance des programmes sont préoccupantes. Par exemple, les programmes ne répondent pas comme il le faudrait aux besoins de populations spécifiques, ne tiennent pas compte des pratiques traditionnelles ou ne sont pas adaptés aux besoins en matière de services de base. Les taux élevés de mortalité maternelle chez les populations autochtones sont également préoccupants, la malnutrition étant citée comme l'un des facteurs y contribuant.

1.4 Priorités du pays

Priorités du Gouvernement

13. Le Gouvernement est déterminé à éliminer la malnutrition chronique d'ici à 2025 grâce au programme "De zéro à l'infini". Il a aussi donné la priorité aux zones les plus touchées par le conflit avec le Programme d'intervention rapide, dont l'objectif est de venir en aide à 141 municipalités concernées moyennant des actions à forte incidence et visibles²¹. Le programme n'est pas conçu pour remédier à des problèmes structurels: il met au contraire en œuvre des actions de stabilisation à court et à moyen terme dans les zones où le conflit a été le plus intense. Afin de remédier à la pauvreté structurelle et à la marginalisation, le Gouvernement a recensé 132 actions à mener en 2017, notamment le soutien aux victimes²², mais le financement représente un défi pour de nombreux ministères et administrations locales.
14. Les priorités stratégiques du Gouvernement sont les suivantes:
 - paix – promouvoir le développement rural intégré afin de remédier aux inégalités territoriales²³ dans la fourniture de biens publics et de services sociaux comme la santé, la justice et l'enseignement, et l'amélioration de la productivité des entreprises;
 - égalité – réduire les inégalités territoriales et équilibrer la répartition des revenus;
 - éducation – transformer l'éducation dans les zones rurales en encourageant la poursuite des études et en assurant l'accès à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle; et
 - transformation rurale – créer des emplois et des richesses en augmentant les capacités de production et en autonomisant les petits exploitants.
15. Différentes stratégies du Gouvernement contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), notamment l'ODD 2:
 - Le Plan national de développement pour 2015–2018 (PND)²⁴ est aligné sur les ODD et met plus particulièrement l'accent sur: i) la consolidation de la paix et la bonne gouvernance (ODD 16); ii) la réduction des inégalités (ODD 10); et iii) l'éducation (ODD 4). Il comporte cinq thèmes transversaux – infrastructure et compétitivité stratégique (ODD 8 et 9), mobilité sociale (ODD 10), sécurité, justice et consolidation de la paix (ODD 16), transformation des zones rurales (ODD 2) et bonne gouvernance (ODD 16).

²⁰ DNP. 2015. *Evaluación Política Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional*. Bogota.

²¹ Unité administrative pour la consolidation territoriale. 2015. *Manual Técnico de Operación Programa de Respuesta Rápida*. Voir: http://www.consolidacion.gov.co/themes/danland/descargas/PRR/MI_GPP_01_Manual_Tecnico_PRR.pdf.

²² Centre international pour la pensée sociale et économique. 2016. *Entrega Final Consultoría Revisión Estratégica PMA*. Bogota.

²³ En Colombie, le terme "niveau territorial" renvoie non seulement à l'organisation administrative formelle du pays, mais aussi aux plans et systèmes autochtones de gouvernance et autres formes d'autorité locale ne correspondant pas aux structures administratives au niveau national, départemental ou municipal.

²⁴ DNP. 2015. PND 2015–2018. Bogota.

- Le Plan national pour la sécurité alimentaire et la nutrition pour 2013–2019 (PNSAN)²⁵ a trois priorités: i) assurer la disponibilité d'une nourriture nutritive en quantité suffisante et l'accès à celle-ci (ODD 2); ii) améliorer la protection sociale et la qualité de vie, y compris par l'éducation nutritionnelle, la prévention et la réduction de la malnutrition et par des modes de vie sains (ODD 2); et iii) améliorer la qualité des aliments et de l'eau dans le cadre d'interventions coordonnées (ODD 6). Pour contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes ethniques, le PNSAN s'efforce d'améliorer les pratiques culturelles, les territoires et l'autonomie des communautés.
- La Mission pour la transformation des zones rurales a pour objectif de développer les zones rurales touchées par le conflit et de promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle encourage une approche territoriale et reconnaît que les habitants des zones rurales sont les agents de leur propre développement, et elle s'efforce de réaliser les ODD 2, 5 et 11. Une attention particulière est accordée aux femmes rurales, qui sont plus défavorisées que les hommes, et aux femmes urbaines, qui n'ont pas accès au crédit et aux conseils techniques. La mission privilégie le développement concurrentiel et écologiquement durable et des solutions de remplacement à l'économie ménagère pour les femmes.
- La loi 1448 constitue un cadre pour les réparations et la restitution des droits fondamentaux des victimes du conflit; elle prévoit un dispositif d'assistance humanitaire. Selon la loi, les institutions sont tenues à une mise en œuvre efficace, efficiente et intégrée (ODD 16); il s'agit notamment de Prosperidad Social et de ses trois institutions affiliées, dont plusieurs sont des partenaires du PAM.

Système des Nations Unies et autres partenaires

16. L'équipe de pays des Nations Unies collabore avec le Gouvernement pour appuyer les programmes axés sur la consolidation de la paix, le développement et les interventions humanitaires. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2015-2019 est en cohérence avec le PND et contribue à instaurer la confiance dans la paix. Les activités de soutien et de protection de l'équipe de pays pour l'action humanitaire comportent, si nécessaire, des interventions rapides face aux chocs.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

17. Le PAM est un partenaire apprécié par le Gouvernement. Par le biais de ses bureaux auxiliaires, il peut répondre à des besoins différents et changeants dans des zones reculées et dangereuses: par exemple, dans le cadre de sa collaboration en matière de renforcement des capacités au niveau national et territorial, il œuvre aux côtés des autorités locales pour fournir des micronutriments en poudre. En 2014, il a mis en place un nouveau mécanisme de collaboration qui privilégie le renforcement des capacités au niveau national, et prévoit de mettre en œuvre dans les zones reculées des programmes visant à transformer les relations entre les hommes et les femmes²⁶ et d'élaborer des approches novatrices à dimension nutritionnelle et culturelle en matière de renforcement de la résilience. Ces expériences montrent la valeur ajoutée qu'apporte le PAM dans le cadre de ses partenariats s'agissant de venir en aide aux victimes du conflit et aux personnes les plus vulnérables.
18. La stratégie du PAM en matière de problématique hommes-femmes et de protection repose sur un examen de la situation des hommes et des femmes mené en 2014; dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200708, le PAM a conduit des évaluations de la problématique hommes-femmes et formé les partenaires afin de veiller à ce que leurs activités encouragent la protection et l'égalité des sexes. Le PAM utilise des instruments tels que les transferts de type monétaire et les achats locaux, la production de connaissances et le recueil d'informations relatives aux expériences acquises. Il continue de s'efforcer de collaborer

²⁵ Commission intersectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. 2013. PNSAN 2013-2019. Bogota.

²⁶ Interventions qui donnent la possibilité aux personnes de remettre en question les normes relatives aux rôles des deux sexes, de promouvoir le statut social et politique des femmes et de remédier aux inégalités de pouvoir entre les hommes et les femmes.

avec les partenaires des Nations Unies et participe à des projets communs avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ONU-Femmes et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

2.2 Potentialités pour le PAM

19. L'examen stratégique a déterminé quatre domaines susceptibles de bénéficier de l'investissement du PAM:
- la gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition, en visant les femmes, les groupes ethniques et les communautés touchées par le conflit, et notamment les victimes de la violence;
 - les actions au niveau des communautés qui portent à la fois sur la nutrition, la problématique hommes-femmes, la résilience et l'adaptation au changement climatique;
 - le renforcement des capacités pour faire en sorte que la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que la problématique hommes-femmes soient prises en compte dans les politiques, les plans et les interventions au niveau territorial; et
 - l'analyse et la recherche relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en particulier les questions ayant trait aux groupes ethniques et à la problématique hommes-femmes.

2.3 Réorientations stratégiques

20. Conformément aux priorités et aux demandes du Gouvernement, le PAM renforcera son action afin d'assurer une utilisation efficace des fonds et des résultats à long terme, notamment dans les domaines suivants:
- Renforcement des capacités et assistance technique. Le PAM continuera de coordonner les activités de renforcement des capacités au niveau national et dans les systèmes, les institutions et les programmes au niveau territorial, en accordant une attention particulière aux entités gouvernementales et à la société civile, ce dont il sera tenu compte dans tous les effets directs stratégiques.
 - Participation des communautés. Le PAM et ses partenaires collaboreront avec les communautés afin de faciliter la planification et la mise en œuvre participatives et sans exclusive, en encourageant la prise en main des activités par les communautés et en faisant en sorte que les communautés ethniques et les femmes tirent profit des activités du PAM. Une attention sera également accordée aux zones urbaines, et l'on veillera à ce que les effets directs soient égaux pour les femmes et les hommes, les filles et les garçons.
 - Coopération Sud-Sud. Fort de sa grande expérience tant au niveau mondial que national, le PAM échangera des ressources, des technologies et des connaissances en Colombie et avec d'autres pays ayant des préoccupations similaires, notamment dans les domaines suivants: nutrition, résilience, changement climatique, préparation aux situations d'urgence et intégration de la problématique hommes-femmes dans les programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition.
 - Analyse et collaboration fondée sur des données factuelles à l'appui de la formulation de politiques nationales. Le PAM utilisera son avantage comparatif pour faire mieux comprendre les causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de la vulnérabilité, tout particulièrement dans les communautés ethniques, et les facteurs déterminants de l'efficacité des programmes, y compris la prise en compte de la problématique hommes-femmes. Les rapports seront communiqués aux entités gouvernementales et aux parties prenantes afin de définir une approche commune de la programmation et de l'élaboration de politiques participatives et de qualité.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

21. Le présent plan stratégique de pays (PSP) contient des informations sur les contributions du PAM à l'action menée par le Gouvernement pour réaliser les ODD 2 et 17. Le PAM appuie les priorités du Gouvernement et recherche la complémentarité avec les programmes qui favorisent la consolidation de la paix et des solutions durables aux problèmes structurels.
22. Sur la base des enseignements acquis en Colombie, l'orientation stratégique du PAM couvre les besoins sur le plan humanitaire et dans les domaines du redressement, du développement et de l'assistance technique, et contribue à la consolidation de la paix. Le PAM, à la demande du Gouvernement, maintiendra sa capacité de répondre aux besoins de secours. Il travaillera avec les groupes ethniques et les personnes les plus touchées par le conflit, les femmes victimes de la violence et les communautés qui ont été "laissées de côté".
23. Le PAM appuiera les systèmes et les programmes sociaux du Gouvernement, et à cet effet élaborera et mettra en œuvre des programmes novateurs en vue de réduire la fragmentation et d'assurer la coordination des interventions de sécurité alimentaire et de nutrition pour obtenir des effets directs équitables et inclusifs. Les actions décrites dans le présent PSP sont destinées à combler les lacunes des interventions nationales et à contribuer aux objectifs de la Commission intersectorielle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et du PND. Le PSP est aligné sur le PNUAD, en particulier s'agissant du soutien à la consolidation de la paix et au développement durable.
24. La politique nationale en matière de problématique hommes-femmes favorise l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes et la protection des femmes et des enfants contre la violence. Les actions visant à faire évoluer les relations entre les sexes et à assurer la protection seront centrées sur la prévention de la violence et offriront aux femmes des occasions de participer davantage aux moyens d'existence et à la prise de décisions. La prévention de la violence à l'égard des femmes contribue à la sécurité alimentaire et à la nutrition, les données factuelles indiquant que les niveaux d'insécurité alimentaire sont en corrélation avec la fréquence des violences entre partenaires dans les ménages²⁷. Les femmes sont toujours menacées par la violence, et il reste difficile d'obtenir soutien et réparation en vertu de la législation colombienne.
25. Le Gouvernement a donné la priorité à la récupération des ressources naturelles dégradées dans les zones touchées par la surexploitation forestière et la contamination des sols et de l'eau résultant de la pulvérisation aérienne des cultures, de déversements d'hydrocarbures et d'activités minières illégales. Le PAM aidera les communautés à renforcer les moyens d'existence, la résilience face aux chocs, la confiance dans la paix et les stratégies de développement local: ce soutien consistera à assurer une alimentation suffisante et des régimes alimentaires diversifiés aux femmes victimes de la violence et aux femmes qui sont chefs de famille, aux populations ethniques, aux personnes retournant chez elles et aux autres personnes touchées par le conflit, ainsi qu'à promouvoir l'indépendance économique des populations ethniques ou des autres populations marginalisées selon des approches territoriales et différenciées.
26. Le PAM continuera de travailler en coordination et en collaboration avec les entités gouvernementales et le système des Nations Unies, ainsi qu'avec la société civile, le secteur privé et les institutions universitaires, afin de promouvoir les synergies et la complémentarité des programmes. Il entend ainsi contribuer à la réalisation des ODD 1, 5, 12, 13 et 16.

²⁷ Hidrobo, M., Peterman, A. et Heise, L. 2014. *The Effect of Cash, Vouchers and Food Transfers on Intimate Partner Violence: Evidence from a Randomized Experiment in Northern Ecuador*. Washington. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Renforcement des capacités – les autorités locales et les organisations de la société civile ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre de manière responsable des programmes qui contribuent à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition

27. Le PAM fournit une assistance technique pour la conception, le ciblage et le suivi des programmes gouvernementaux et l'élaboration des cadres de reddition de comptes s'y rapportant, et collecte les informations sociales, économiques et environnementales nécessaires pour mettre en œuvre des programmes qui tiennent compte des besoins des femmes, des adolescents et des groupes ethniques. Le PAM encourage aussi les échanges d'informations et de pratiques optimales en Colombie et dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Il encourage les actions d'un bon rapport coût-efficacité et adaptées au contexte au niveau territorial menées en partenariat avec les organisations nationales, les entités de la société civile et les universités, dans le but de remédier aux lacunes des politiques et des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition et d'améliorer la production de données factuelles.
28. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17.

Domaine d'action privilégié

29. Cet effet direct stratégique s'attaque aux causes profondes de la vulnérabilité à long terme.

Produits escomptés

- i) Un soutien technique est apporté en faveur de l'élaboration des politiques, de la conception, de l'exécution et de l'évaluation des programmes, et de la production de données factuelles.
- ii) La coopération Sud-Sud est facilitée à l'appui du renforcement des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe et de mise en œuvre des programmes sociaux.

Activités essentielles

30. *Activité 1: Renforcer les capacités des acteurs territoriaux pour ce qui est de planifier, mettre en œuvre et évaluer les politiques et les programmes relatifs à l'alimentation et à la nutrition.*
31. Le PAM associe le renforcement des capacités et la production de données factuelles dans des activités menées conjointement avec les entités gouvernementales, sur la base d'une planification commune annuelle, de priorités convenues et des ressources disponibles. Les interventions prévoient notamment: i) d'intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les plans au niveau territorial, y compris les plans de développement des communautés autochtones, et de veiller au partage des expériences probantes; ii) d'accroître la portée, l'équité et l'efficacité des programmes sociaux en privilégiant la sécurité alimentaire et la nutrition; iii) d'appuyer la conception et la mise en œuvre de chaînes d'approvisionnement courtes pour accéder aux marchés institutionnels, et d'intégrer les achats locaux dans les programmes sociaux; et iv) d'aider les entités territoriales à atténuer les effets des catastrophes naturelles et du changement climatique, en utilisant des données ventilées par âge et par sexe.
32. Les études appuyant les programmes territoriaux et la conception de mesures propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes menées avec les partenaires locaux peuvent privilégier: i) le retour à des pratiques agricoles et des espèces traditionnelles; ii) la possibilité d'inclure des plantes alimentaires autochtones nutritives dans les programmes sociaux et les marchés locaux; iii) les facteurs déterminants de la malnutrition dans les populations autochtones, et en particulier les dynamiques de l'âge et des rapports hommes-femmes; et iv) les risques pour la sécurité alimentaire et la nutrition liés au changement climatique.
33. *Activité 2: Élaborer et évaluer des modèles novateurs en matière d'alimentation et de nutrition.* Le PAM contribue à renforcer la capacité des institutions à fournir des services locaux, l'accent étant mis sur la promotion de la paix et de la réconciliation dans les zones touchées par le conflit et les déplacements, en réponse à la demande des autorités locales – actuellement celles d'Antioquia, de Cauca, de Chocó et de Nariño –, pour: i) aider les victimes de la violence dans les zones urbaines; ii) évaluer l'efficacité des modèles de programme social; iii) transposer à plus grande échelle les modèles adaptés au contexte et propres à favoriser l'évolution des relations

entre les sexes; et iv) intégrer les achats locaux et améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement et des programmes sociaux. Le PAM combinera les activités de renforcement des capacités avec la mise en place à titre pilote de transferts de type monétaire, et collaborera avec les autorités locales, les communautés et la société civile pour produire des données factuelles.

Effet direct stratégique 2: Accès à la nourriture – les victimes de la violence, les communautés marginalisées et les populations ethniques vulnérables ont accès à tout moment et de manière adéquate à des aliments nutritifs et à une alimentation diversifiée, et reçoivent une aide pour établir elles-mêmes leurs moyens d'existence ou les améliorer

34. Le PAM vient en aide aux personnes déplacées, aux communautés confinées ou marginalisées, aux personnes qui retournent chez elles et aux victimes de violences sexuelles et sexistes ou d'autres formes de violence moyennant des activités axées sur la protection et l'égalité conformément aux principes humanitaires et aux protocoles définis avec les partenaires gouvernementaux. Les capacités requises pour l'application de nouveaux outils comme l'analyse de la vulnérabilité et les transferts de type monétaire seront renforcées au niveau territorial afin d'accroître la transparence et l'efficacité des programmes. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 1 de l'ODD 2.

Domaine d'action privilégié

35. Cet effet direct stratégique se rattache aux interventions en cas de crise.

Produits escomptés

- i) Les bénéficiaires ciblés ont accès à des aliments de qualité en quantité suffisante et en temps voulu.
- ii) Les écoliers ciblés, en particulier ceux qui risquent d'être recrutés par des groupes paramilitaires, reçoivent des repas nutritifs et participent à des activités éducatives.

Activités essentielles

36. *Activité 3: Venir en aide aux victimes de la violence.* Le PAM effectue des transferts de vivres et des transferts de type monétaire non assortis de conditions en lien avec les marchés locaux. Les activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs visant à reconstituer les moyens d'existence seront conçues et mises en œuvre de manière à profiter équitablement aux femmes et aux hommes. Des technologies novatrices permettant d'enregistrer et de suivre les bénéficiaires aideront les autorités locales à être plus transparentes et plus responsables pour ce qui est des programmes. Le PAM collaborera avec toute une gamme de partenaires en vue d'harmoniser les procédures de transferts de type monétaire, de partager les expériences et d'assurer la complémentarité des programmes d'assistance, y compris avec les prestataires de services afin de prévenir la violence sexuelle et sexiste et avec les réseaux de référence du Gouvernement, afin de veiller à ce que les victimes soient prises en charge.
37. *Activité 4: Mettre en place l'alimentation scolaire utilisant la production locale, en mettant l'accent sur la protection et en ciblant les enfants vulnérables qui ne sont pas couverts par les programmes publics.* Le PAM cible les enfants exposés au recrutement par des groupes paramilitaires ou touchés par les déplacements, principalement dans les internats isolés qui n'ont pas les capacités et les ressources voulues pour fournir des aliments nutritifs aux élèves. Chaque élève reçoit des transferts de type monétaire, et l'école achète des aliments nutritifs dans les points de vente déterminés par le PAM. Un soutien technique est fourni pour relier la production locale – en particulier celle issue des associations de femmes – aux écoles et autres marchés institutionnels.
38. Le PAM appuie: i) l'élaboration d'un programme scolaire qui porte sur l'éducation nutritionnelle, les modes de vie sains et les problèmes nutritionnels spécifiques des garçons et des filles; ii) la prévention de la violence; et iii) les potagers scolaires. Les repas scolaires sont planifiés et distribués conjointement avec les communautés et les institutions afin de favoriser l'appropriation, de renforcer les capacités et de faciliter à terme le transfert de des activités sous l'égide du programme national d'alimentation scolaire. Ces actions sont menées en partenariat avec les autorités locales, le Ministère de l'éducation, la société civile et l'UNICEF.

Effet direct stratégique 3: Fin de la malnutrition – les communautés et les familles sont en mesure de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, en s'attachant à ne laisser personne de côté dans les zones urbaines marginalisées et les zones rurales reculées

39. Le PAM contribue à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, l'objectif étant d'éliminer la malnutrition chronique d'ici à 2025. Les actions ayant une dimension nutritionnelle qui s'attaquent au triple fardeau de la malnutrition sont prioritaires: il s'agit notamment de la promotion de régimes alimentaires nutritifs et de la consommation durable dans les zones rurales et les communautés ethniques. Cet effet direct stratégique contribue à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2.

Domaine d'action privilégié

40. Cet effet direct stratégique s'attaque aux causes profondes de la malnutrition.

Produits escomptés

- i) Des activités de formation sont dispensées aux autorités nationales et locales, à la société civile, aux membres des communautés et aux familles vulnérables.
- ii) Des messages sur la nutrition sont adaptés et communiqués aux populations cibles.
- iii) Une assistance technique est fournie pour améliorer l'efficacité des programmes nutritionnels.

Activités essentielles

41. *Activité 5: Assurer des activités d'éducation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et mener des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements.* Le PAM encourage l'éducation et la formation à la faveur de trois composantes liées entre elles: i) appui à l'élaboration d'outils novateurs de communication et de diffusion de messages sur la nutrition adaptés aux besoins des femmes, des hommes, des adolescents, des enfants et des personnes âgées, en coordination avec les activités du Gouvernement et des partenaires; ii) formation des bénéficiaires du PAM à des habitudes alimentaires saines et à des pratiques adaptées d'alimentation et d'hygiène des nourrissons et des jeunes enfants, en utilisant les langues locales et conformément aux normes culturelles et aux exigences en matière de protection de l'environnement; et iii) renforcement des réseaux de femmes se portant volontaires pour communiquer des messages dans leur communauté.
42. Les facteurs déterminants de la malnutrition chez les garçons et les filles seront analysés, et les outils de communication seront adaptés pour traiter les problèmes liés au sexe et à l'âge. Le PAM et ses partenaires distribueront des micronutriments, des transferts de type monétaire ou des produits alimentaires aux ménages comprenant des enfants souffrant de malnutrition, des femmes enceintes, des mères allaitantes, des adolescentes et des enfants de moins de 5 ans. La prise en charge à terme de ces personnes par des programmes sociaux du Gouvernement est au cœur de cet effet direct stratégique.
43. *Activité 6: Fournir un appui technique.* Les autorités locales reçoivent un appui technique pour prévenir la malnutrition en mettant l'accent sur les 1 000 premiers jours suivant la conception, et sur les femmes enceintes et les mères allaitantes, les adolescentes et les enfants de moins de 5 ans. Les actions envisagées sont les suivantes: i) mise à l'essai de modèles de chaîne d'approvisionnement pour la distribution de micronutriments en poudre dans les zones reculées des départements ciblés; ii) élaboration de barres de céréales enrichies à partir d'espèces traditionnelles, suivie de la transposition à plus grande échelle par le Gouvernement ou des entreprises du secteur privé; et iii) analyse du rapport coût-efficacité des programmes destinés à venir en aide aux communautés autochtones. Ces actions sont réalisées en partenariat avec les autorités locales, des entités de la société civile et du secteur privé, ainsi qu'avec l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS et d'autres organismes des Nations Unies.

Effet direct stratégique 4: Productivité et revenus des petits exploitants – les petits exploitants – femmes et hommes – augmentent durablement leurs capacités de production et de commercialisation

44. Le PAM utilise son avantage comparatif pour promouvoir des modèles d'achat efficaces qui relient la production des petits exploitants aux marchés, en mettant l'accent sur les agricultrices et les victimes de la violence, et assurent une participation équitable à toutes les étapes de la chaîne de valeur. Les partenaires qui dirigent les opérations sont les autorités locales, les Ministères de l'agriculture et de l'éducation, l'Institut colombien pour le bien-être familial (ICBF) et les entreprises du secteur privé.

Domaine d'action privilégié

45. Cet effet direct stratégique est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

- i) Des aliments nutritifs sont achetés par les bénéficiaires de transferts de type monétaire auprès d'associations paysannes et de magasins.
- ii) Les petits exploitants bénéficient d'une formation et d'une assistance technique en matière de pratiques commerciales, de sécurité alimentaire et de nutrition, de problématique hommes-femmes et de connaissance des droits.
- iii) Les agricultrices ont l'autonomie voulue pour accéder aux marchés.

Activités essentielles

46. *Activité 7: Fournir un appui technique aux petits exploitants ruraux.* Le PAM vient en aide aux petits exploitants – femmes et hommes – moyennant des activités de formation et une assistance technique aux fins suivantes: i) diversification de la production des petits exploitants – en s'assurant qu'elle est conforme aux critères de quantité et de qualité –, ajout de valeur aux produits crus, utilisation d'espèces autochtones et promotion d'une agriculture durable et écologiquement rationnelle; et ii) facilitation de l'accès durable aux marchés publics et privés moyennant le recensement des débouchés commerciaux, la négociation de contrats, la mise en place de points de vente, la création de partenariats public-privé et le partage des meilleures pratiques de gestion des approvisionnements. Ces résultats seront obtenus en partenariat avec le Gouvernement, les autorités locales, la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), d'autres organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile.
47. *Activité 8: Stimuler les marchés grâce aux achats du PAM.* Le PAM améliore l'accès des petits exploitants – femmes et hommes – aux marchés locaux et régionaux en les reliant aux bénéficiaires de transferts de type monétaire dans le cadre des activités 2, 3, 4, 5 et 9 du PSP, en fournissant un soutien technique aux associations paysannes et en les aidant à renforcer leurs capacités. Le PAM contribue à créer des conditions qui stimulent la croissance économique rurale en générant des solutions de remplacement au travail ménager, notamment pour les femmes, et aux activités illicites, en particulier pour les hommes.

Effet direct stratégique 5: Systèmes alimentaires durables – les communautés ethniques rurales dans les zones vulnérables ont une capacité accrue de récupération à la suite de chocs, et d'adaptation au changement climatique

48. Les actions intégrées contribuant à cet effet direct stratégique visent à appuyer: i) la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au changement climatique à l'échelle des communautés, de manière durable et sans exclusive, sur la base d'une analyse des tendances et des prévisions climatiques; et ii) le renforcement de la résilience, à l'aide d'incitations comme les transferts de vivres ou les transferts de type monétaire pour favoriser le retour à des pratiques traditionnelles et l'utilisation des connaissances connexes, améliorer la diversité des régimes alimentaires et reconstituer les moyens d'existence. Les possibilités de relier les filets de sécurité à des systèmes de gestion des risques novateurs seront étudiées.

Domaine d'action privilégié

49. Cet effet direct stratégique est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

- i) Le savoir traditionnel transmis par les femmes et les hommes appuie la diversité de l'alimentation et les moyens d'existence.
- ii) Des actifs sont créés pour renforcer la résilience et accroître les revenus des femmes et des hommes de manière équitable.

Activités essentielles

50. *Activité 9: Renforcer la résilience et consolider les moyens d'existence.* Le PAM cible les zones marginalisées vulnérables face au changement climatique et où les niveaux d'insécurité alimentaire et de dégradation de l'environnement sont élevés. Le renforcement de la résilience comporte quatre composantes convenues avec les communautés et les autorités locales: i) recueil et exploitation des connaissances traditionnelles pour renforcer la résilience face aux chocs climatiques et améliorer la diversité de l'alimentation et les moyens d'existence; ii) synthèse des données scientifiques sur les tendances et les prévisions climatiques pour guider les plans d'adaptation locaux; iii) mise en œuvre de mesures d'adaptation pour protéger les sources d'approvisionnement en eau, aménager les bassins versants et réhabiliter les zones dégradées grâce à des activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs – au moyen de transferts de type monétaire ou de distributions de produits alimentaires, selon le contexte; et iv) renforcement des capacités locales grâce à une planification participative associant les adolescents et les femmes, afin que les personnes des deux sexes participent à la prise de décisions sur un pied d'égalité et qu'à terme les activités soient prises en main par les communautés locales.
51. Les partenaires d'exécution du PAM sont les conseils autochtones, le Département national de la planification (DNP), le Ministère de l'environnement et du développement durable, l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe, les autorités environnementales régionales, les organisations non gouvernementales internationales et les organismes des Nations Unies.

3.3 Transition et stratégies de retrait

52. Le PAM alignera ses activités sur les programmes et les priorités du Gouvernement; une stratégie de transfert des responsabilités sera élaborée conjointement pour chaque département avec les autorités locales, départementales et nationales. Les partenariats noués avec les entités gouvernementales au niveau territorial et national favoriseront le partage des coûts et l'obtention de résultats communs. Le volume des activités mises en œuvre directement par le PAM devrait diminuer à mesure que l'assistance technique et le renforcement des capacités occuperont une place plus importante dans son portefeuille d'ici à 2021.
53. Des stratégies et des plans d'action seront élaborés avec les autorités locales pour transférer la responsabilité et la maîtrise des activités, comme les repas servis dans les internats. Le PAM planifiera et mettra en œuvre les activités avec les représentants des communautés; les femmes, les hommes et les adolescents prendront en charge les activités et profiteront des avantages qui en découlent. Le soutien fourni aux associations paysannes diminuera à mesure que leurs capacités augmenteront et qu'elles accéderont à de nouveaux marchés.
54. Un plan de transfert des responsabilités sera élaboré conjointement avec les entités gouvernementales sur la base d'un examen à mi-parcours du PSP.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

55. Le PAM travaillera avec les personnes, les familles et les communautés touchées par le conflit, et tout particulièrement les groupes ethniques dans les départements suivants: Antioquia, Arauca, Caquetá, Cauca, Chocó, Córdoba, La Guajira, Nariño, Norte de Santander, Putumayo et Valle del Cauca. D'autres départements pourront être pris en compte en fonction du financement disponible, des nouveaux besoins et des questions liées à la consolidation de la paix et à la sécurité. Le PAM pourrait recentrer son attention sur les zones où les taux de pauvreté et de malnutrition sont élevés et les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits lorsque les résultats de l'enquête nutritionnelle nationale seront publiés.

56. Dans les départements ciblés, le renforcement des capacités sera mis en œuvre pour commencer dans 68 municipalités, et ciblera les associations paysannes, les entités territoriales et les partenaires. Le ciblage et la définition des zones géographiques prioritaires seront fonction des résultats d'une analyse tenant compte de la problématique hommes-femmes. Le renforcement des associations de femmes, des groupements d'agriculteurs et des chefs de communautés sera essentiel pour instaurer la confiance dans la paix et transférer la responsabilité des activités aux communautés.
57. Les activités seront conçues compte dûment tenu de considérations relatives à l'égalité des sexes, à la protection et aux questions culturelles, en faisant appel à des méthodes participatives et en conformité avec les politiques du PAM, dans le but d'accroître le rôle des femmes dans les structures communautaires et la prise de décisions. Le PAM et ses partenaires effectueront des évaluations de la problématique hommes-femmes et de la protection qui éclaireront la mise en œuvre des activités; on s'attachera en particulier à réduire au minimum la charge de travail supplémentaire pesant sur les bénéficiaires, à sensibiliser les hommes et les femmes au problème de la violence sexuelle et sexiste, ainsi qu'aux priorités des femmes et des hommes, et à faire en sorte que les femmes participent sur un pied d'égalité aux associations paysannes et aux activités communautaires. Le PAM sera comptable de son action envers ses bénéficiaires et mettra en place des mécanismes de remontée de l'information et de suivi.
58. Selon les prévisions de financement, 402 000 personnes bénéficieront de transferts de vivres et 195 000 de transferts de type monétaire pendant la période considérée; les capacités de 3 000 petits exploitants seront renforcées.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE DE TRANSFERT ET EFFET DIRECT STRATÉGIQUE						
Effet direct stratégique	Activité	Modalité	Femmes/ filles	Hommes/ garçons	Total par modalité	Total par activité
1	2	Transferts de type monétaire	4 000	3 000	7 000	7 000
2	3	Vivres	35 000	34 000	69 000	155 000
		Transferts de type monétaire	44 000	42 000	86 000	
	4*	Vivres	8 000	7 000	15 000	68 000
		Transferts de type monétaire	27 000	26 000	53 000	
3	5	Vivres	22 000	21 000	43 000	51 000
		Transferts de type monétaire	4 000	4 000	8 000	
	6	Vivres	135 000	130 000	265 000	265 000
5	9	Vivres	5 000	5 000	10 000	51 000
		Transferts de type monétaire	21 000	20 000	41 000	
TOTAL			305 000	292 000	597 000	

* Le PAM prévoit des distributions en nature dans les cas où il n'est pas possible de fournir des transferts de type monétaire et en fonction des contributions reçues.

4.2 Transferts

59. Les modalités de transfert seront choisies en fonction d'évaluations de la production locale, des marchés, des détaillants et de la situation sur le plan de la sécurité, de la problématique hommes-femmes et de la protection. L'activité 2 utilise uniquement des transferts de type

monétaire; les activités 3, 4, 5, 6 et 9 fourniront une combinaison de vivres, de transferts de type monétaire et d'interventions relevant du programme "De zéro à l'infini", selon le contexte. Des mises à jour périodiques permettront de garantir que les modalités les plus appropriées seront utilisées pour respecter les préférences des bénéficiaires et garantir la sécurité et la concordance avec les programmes gouvernementaux. Le PAM continuera de favoriser les transferts pour les achats d'aliments nutritifs dans les points de vente qui répondent aux critères fixés en matière de prix, de variété et de qualité. Des évaluations de la diligence voulue seront menées avant de sélectionner les points de vente. Pour ce qui concerne les personnes qui retournent chez elles et les victimes du conflit qui doivent faire l'objet d'une réintégration, le PAM évaluera l'adéquation des transferts de type monétaire non assortis de conditions au cas par cas.

60. Pour toutes les activités, la valeur des transferts de type monétaire est de 16 dollars par personne et par mois. Les transferts alimentaires et monétaires représentent 1 229 kilocalories par jour. Selon une évaluation menée par le PAM en 2015, le revenu moyen des bénéficiaires ciblés couvre la moitié de leurs besoins alimentaires quotidiens, qui sont de 2 100 kilocalories. La valeur des transferts correspond au coût d'achat d'aliments figurant sur une liste de produits nutritifs à se procurer auprès de certains magasins ou supermarchés ou encore sur certains marchés; lorsque les transferts de type monétaire ne peuvent être assurés, les bénéficiaires reçoivent une ration mensuelle composée de riz, de légumes secs et d'huile végétale.
61. Les vivres ou les transferts de type monétaire seront distribués pendant six mois en moyenne pour les activités 2, 3, 5 et 9. Les transferts au titre de l'activité 4 seront assurés pendant neuf mois; les distributions correspondant à l'activité 6 sont prévues pendant 120 jours par an pour les micronutriments en poudre et 180 jours par an pour les barres de céréales enrichies.
62. Le PAM fournit 16 dollars par enfant et par mois à chaque école ciblée par le biais de transferts de type monétaire. Les recettes sont décidées localement sur la base des directives du PAM pour des repas équilibrés utilisant des ingrédients frais achetés localement et appartenant à tous les groupes d'aliments. La ration typique apporte 30 pour cent des besoins journaliers en calories et en micronutriments. Le reste des besoins en calories et en micronutriments sera fourni par le programme national et les municipalités aux 68 000 enfants âgés de 5 à 18 ans se trouvant dans les 82 internats ciblés.

TABLEAU 2: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES ET TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, ET VALEUR

Transferts	En kcal	En g/personne/ jour	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Ration alimentaire				
Riz	230	200	4 788	2 274 300
Lentilles	702	67	1 604	1 403 483
Huile végétale	297	33	790	922 743
% kcal d'origine protéique	24			
Total, ration alimentaire	1 229		7 182	4 600 526
Barres de céréales*	300-500	175	8	198 779
Micronutriments en poudre		1	32	547 733
Total, compléments nutritionnels				746 512
Total, produits alimentaires			7 222	5 347 038
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)		0,53		
Total, transferts de type monétaire				21 830 973

TABLEAU 2: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES ET TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, ET VALEUR				
Transferts	En kcal	En g/personne/jour	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Total, produits alimentaires et transferts de type monétaire				27 178 010
Nombre de jours d'alimentation				
Activités 2, 3, 5 et 9	180			
Activité 4	270			
Activité 6 – compléments nutritionnels	120-180			

* Les barres de céréales seront mises à l'essai pendant les premières années du présent PSP et distribuées si les résultats sont favorables.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

63. Conformément aux priorités du Gouvernement et des donateurs, le PAM investira dans le renforcement des capacités locales, l'échange de pratiques optimales et la production de données factuelles à l'appui des politiques et des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition. En conformité avec les plans territoriaux, le PAM appuiera la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes, en mettant l'accent sur l'autonomisation, les processus inclusifs et l'égalité des effets directs.
64. En coordination avec l'Agence présidentielle de coopération internationale, le PAM servira de catalyseur de la coopération Sud-Sud afin de promouvoir: i) les programmes nutritionnels qui sont propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes et tiennent compte des spécificités culturelles; et ii) les compétences techniques en matière de préparation aux situations d'urgence et de chaînes d'approvisionnement. La Colombie sera à la fois un fournisseur et un bénéficiaire de pratiques optimales: elle a commencé à partager ces pratiques aux niveaux régional et international sur des thèmes se rattachant au développement et à la consolidation de la paix.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

65. Les contributions sous forme de vivres seront livrées à un entrepôt de douane dans le port de Barranquilla, où elles seront dédouanées puis reconditionnées en sacs de 1 kilogramme par un prestataire de services. Cet entrepôt couvrira les départements d'Antioquia, d'Arauca, de Córdoba, de La Guajira et de Norte de Santander; un autre entrepôt à Cali desservira Putumayo, Caquetá, Chocó, Cauca, Meta, Nariño et Valle del Cauca. La couverture pourra être adaptée selon les besoins pour garantir l'efficacité.
66. Conformément à son plan d'achat annuel, le PAM encouragera les petits exploitants à produire des aliments nutritifs, dans le respect de l'environnement, pour ses transferts de type monétaire, les programmes gouvernementaux et les points de vente du secteur privé.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

67. Le présent PSP met à profit et intègre des éléments de l'accord de coopération conclu avec le Gouvernement en 2015; l'IPSR 200708 et les activités de développement des capacités financées par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs sont comprises. Les différents volets de l'accord seront maintenus jusqu'à leur date d'expiration, et le PSP sera actualisé en conséquence; en 2019, il sera harmonisé avec le nouveau PND et le PNUAD.
68. Le PAM redéfinira son accord avec le Ministère des affaires étrangères et avec l'Agence présidentielle de coopération internationale en fonction de la présente stratégie. Un mémorandum d'accord sera signé avec les entités gouvernementales avec lesquelles un accord est conclu.

69. Le bureau de pays sera restructuré au cours du premier trimestre de 2017 afin de garantir qu'il est en mesure de gérer les résultats du PSP, et d'augmenter sa capacité à appuyer la planification, la mise en œuvre et le suivi des activités du PSP, ainsi qu'à collaborer avec les homologues gouvernementaux, la société civile et le secteur privé dans les domaines du renforcement des capacités, de l'assistance technique et de la consolidation de la paix. Le personnel du PAM et de ses partenaires recevra une formation pour favoriser l'obtention des résultats du PSP et l'application d'approches participatives qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes.

4.5 Partenariats

70. Conformément à la stratégie du PAM en matière de partenariats, le présent PSP prévoit d'établir des partenariats à long terme qui favoriseront la consolidation de la paix et la réconciliation et s'attaqueront aux causes structurelles du conflit. Les partenariats reposeront sur la complémentarité des ressources et des compétences, et s'emploieront à trouver des solutions durables. Le PAM recherche la complémentarité avec les organismes et les programmes gouvernementaux dans toutes les interventions: des partenariats solides ont été établis avec plusieurs entités gouvernementales au niveau national et territorial. Le renforcement de ces relations et l'harmonisation avec les nouvelles politiques seront essentiels.
71. Le PAM et ses partenaires gouvernementaux optimiseront les accords conclus sur les critères géographiques et de ciblage ainsi que sur le suivi, et développeront les capacités locales en matière de mise en œuvre de programmes et de services sociaux de manière efficace, équitable et efficiente. Le PAM continuera de collaborer avec l'Agence présidentielle de coopération internationale, le DNP, l'ICBF, l'Unité d'aide et de réparation intégrale aux victimes, Prosperidad Social, l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe, les Ministères des affaires étrangères, de l'agriculture, de l'éducation, de l'environnement et du développement durable, de la santé, de l'intérieur et de l'après-conflit, ainsi qu'avec des entités territoriales comme les autorités autonomes régionales chargées de l'environnement. Dans le cadre du présent PSP, le PAM conclura de nouveaux accords avec le Ministère de l'éducation et l'ICBF en vue de relier la production locale aux programmes sociaux nationaux et de réintégrer les enfants démobilisés dans les zones précédemment touchées par le conflit.
72. Les enseignements tirés de l'IPSR 200708 montrent qu'il est important de réduire le nombre des partenaires d'exécution et de mettre l'accent sur la couverture territoriale des programmes et la gamme des activités. Dans le cadre du présent PSP, le PAM s'attachera à nouer davantage de partenariats stratégiques avec la société civile, notamment les organisations confessionnelles féminines, aux fins de la mise en œuvre et du renforcement des capacités. Le PAM formera les partenaires d'exécution locaux sur les questions liées à la problématique hommes-femmes et à la protection, et continuera de collaborer avec les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales.
73. Le PAM, la FAO, le FIDA, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation panaméricaine de la santé, l'ONUUDC, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, le PNUD, l'UNICEF, le FNUAP, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et ONU-Femmes coordonneront leurs travaux afin d'éviter les chevauchements et d'obtenir des résultats à grande échelle. Le PAM s'efforcera de mettre en place des programmes communs, en harmonisant plus étroitement son travail avec celui des organismes dont les priorités sont similaires. Le PAM élabore actuellement des plans de travail conjoints avec l'UNICEF sur la prévention de la malnutrition et avec l'ONUUDC sur le renforcement des capacités des petits exploitants et l'amélioration de leur accès aux marchés; il continuera à collaborer avec le FNUAP, l'UNICEF et l'OMS sur le renforcement de la capacité de prévenir la mortalité maternelle.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

74. Le bureau de pays modifiera sa stratégie de suivi et d'évaluation afin de mettre en évidence les contributions à l'ODD 2, notamment l'éradication de la malnutrition chronique, le renforcement de la capacité des autorités locales à prévenir la malnutrition et l'insécurité alimentaire, et les actions menées pour remédier aux causes profondes du conflit, comme les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines, les inégalités entre les sexes et la marginalisation des communautés ethniques. Pour ce qui concerne le suivi des contributions à la réalisation de l'ODD 17, les progrès accomplis dans le renforcement des capacités des partenaires locaux seront évalués.
75. Le bureau de pays et l'équipe de pays des Nations Unies surveilleront les indicateurs nationaux relatifs aux ODD afin d'aider le Gouvernement à assurer le suivi des ODD et de veiller au respect des normes de reddition de comptes du PAM. Les visites sur le terrain, les réunions, les rapports et autres mécanismes de suivi établis par le PAM avec le comité technique gouvernemental seront maintenus.
76. Le suivi annuel sera effectué à l'aide de technologies novatrices, de consultations avec les parties prenantes, et d'indicateurs et de cibles, et utilisera des enquêtes auprès des ménages pour suivre la problématique hommes-femmes, la protection, le renforcement des capacités et les partenariats, ainsi que des listes de contrôle des processus et des fiches d'information pour chaque produit et effet direct stratégique. Les résultats du suivi annuel des effets directs seront intégrés dans les rapports établis à l'intention des donateurs et du Gouvernement, et comprendront des valeurs de référence pour les indicateurs de revenu.
77. Le PAM formera les partenaires et les parties prenantes au suivi et à l'établissement de rapports. Une plateforme en ligne a été développée pour surveiller le ciblage et suivre les transferts de type monétaire, les distributions de produits alimentaires et d'articles non alimentaires, les disponibilités alimentaires et l'évolution des prix. Les données seront ventilées selon le sexe, l'âge, l'appartenance ethnique et le handicap, et exportées vers le système du PAM. Une évaluation décentralisée menée en 2017, un examen à mi-parcours en 2019 et une évaluation finale en 2020 éclaireront les décisions qui seront prises concernant la conception et la mise en œuvre des programmes et le recueil des résultats et des bonnes pratiques, qui seront largement diffusés.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

78. L'incertitude qui plane sur les accords de paix et la présence de groupes armés illégaux constituent des risques pour les activités et le personnel du PAM, comme les affrontements qui provoquent des déplacements et limitent la mobilité. Le désarmement et la démobilisation peuvent créer de nouvelles dynamiques et des vides de pouvoir, avec des acteurs différents représentant des risques pour la sécurité. Le PAM est prêt à adapter ses interventions et son ciblage en coordination avec le Comité de coordination du Gouvernement pour l'action du PAM et avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies.
79. La situation en République bolivarienne du Venezuela présente des risques le long de la frontière commune pour les Colombiens qui rentrent chez eux et les Vénézuéliens qui entrent en Colombie. Le PAM a contribué à un plan d'urgence pour la zone frontalière dans les trois départements où il est présent. Différents scénarios et interventions ont été établis. Le PAM collaborera avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de veiller à ce que les réfugiés qui reviennent de l'Équateur bénéficient d'une assistance et d'une protection appropriées.

Risques programmatiques

80. L'insuffisance du rayon d'action et des capacités des partenaires coopérants dans les zones rurales reculées a constitué une entrave pendant l'élaboration du présent PSP. Le PAM a donc commencé à mettre en œuvre à titre pilote ses propres programmes pour atteindre les communautés autochtones isolées, et renforcera les capacités des entités territoriales afin qu'elles puissent intervenir plus activement pour atteindre les personnes le plus laissées de côté. Les évaluations

rapides menées par les bureaux auxiliaires du PAM permettront d'évaluer les capacités des partenaires et l'efficacité du ciblage.

Risques institutionnels

81. L'obtention de financements pour la consolidation de la paix représente un défi, mais de nouveaux mécanismes sont en cours d'élaboration. Une réduction du financement humanitaire et une attention accrue accordée au redressement et au développement pourraient poser de nombreux problèmes au Gouvernement et au PAM. De nouveaux partenariats et une stratégie agressive de mobilisation de ressources et de communication seront essentiels pour atténuer ce risque et parvenir aux résultats présentés dans la présente stratégie.

Sécurité

82. Les négociations de paix donnent lieu à différents scénarios en matière de sécurité, dont la plupart prévoient une augmentation de la violence à court terme. Une préoccupation majeure est la possibilité que les nouveaux acteurs n'adhèrent pas aux normes humanitaires, en particulier dans les zones rurales où la présence de l'État est faible. La mission de vérification des Nations Unies pose de nouveaux défis aux mécanismes locaux de coordination: le PAM collaborera avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et l'équipe de pays pour l'action humanitaire afin d'atténuer les risques liés à la sécurité et d'assurer la sûreté du personnel conformément aux Normes minimales de sécurité opérationnelle et aux protocoles de sécurité.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

83. Le présent PSP sera mis en œuvre entre mars 2017 et décembre 2021. Les plans opérationnels annuels mettront en évidence les engagements, les résultats escomptés, le financement prévu pour les examens et les activités favorisant l'égalité des sexes. Des financements alloués par les donateurs, les entités gouvernementales et le secteur privé appuieront le présent PSP.

Effet direct stratégique	Année 1 2017	Année 2 2018	Année 3 2019	Année 4 2020	Année 5 2021	Total
1	3 768	5 235	6 514	7 800	8 659	31 976
2	8 406	8 465	6 828	4 745	4 153	32 598
3	2 054	1 861	1 468	1 086	1 066	7 535
4	1 115	783	936	1 000	1 028	4 861
5	1 882	2 045	1 829	1 167	601	7 524
TOTAL	17 225	18 389	17 575	15 798	15 507	84 494

6.2 Perspectives de financement

84. Les programmes gouvernementaux visant à favoriser le développement rural, à accroître la production des petits exploitants et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des communautés rurales devraient attirer de nouvelles sources de financement. Les ressources humanitaires devraient diminuer pendant la période concernée à mesure que la demande de solutions de développement augmentera. La hausse des fonds en provenance du secteur privé constatée actuellement devrait se poursuivre. Ces fonds sont importants pour faciliter la mise en place de partenariats fondés sur des valeurs partagées²⁸ et financer des mesures ciblées, mais leur

²⁸ Il s'agit de partenariats dans lesquels les partenaires du secteur privé trouvent de nouveaux débouchés en traitant des questions sociales.

niveau n'est pas le même que celui des fonds alloués par des donateurs traditionnels ou des entités gouvernementales, dont le financement devrait diminuer compte tenu de la baisse de la croissance économique prévue pour 2017.

6.3 Mobilisation de ressources

85. Lorsqu'il a élaboré le présent PSP, le bureau de pays a consulté les donateurs habituels et nouveaux ainsi que le secteur privé. La base actuelle de donateurs est restreinte, mais une stratégie de mobilisation de fonds améliorée devrait permettre d'ouvrir de nouvelles perspectives: elle comporte déjà une feuille de route d'activités mettant en lumière les atouts du PAM en tant que partenaire pour atteindre l'ODD 2 et contribuer aux activités menées pour réaliser les autres ODD. Le PAM se repositionne auprès des entités gouvernementales, des donateurs et des entreprises du secteur privé en vue de promouvoir la collaboration dans le cadre de la reconstruction et de la consolidation de la paix, d'obtenir des fonds pour le développement et de plaider en faveur de programmes novateurs en matière d'alimentation et de nutrition.
86. Le PAM collabore avec l'UNICEF, la FAO, le FIDA, d'autres organismes des Nations Unies et le Gouvernement afin d'accéder à des fonds multidonateurs pour la consolidation de la paix. Les donateurs habituels alignent leurs stratégies sur les priorités du Gouvernement en matière de consolidation de la paix et de développement, les effets directs stratégiques et les priorités territoriales du PSP.
87. Le secteur privé joue un rôle majeur dans la consolidation de la paix, en stimulant les économies locales et en contribuant à éradiquer la malnutrition chronique. Le PAM s'efforcera de nouer des partenariats avec des entreprises colombiennes ou multinationales. Des partenariats fondés sur des valeurs partagées sont actuellement examinés en vue d'appuyer les transferts de type monétaire et de financer des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que des activités conjointes de communication et de sensibilisation, s'agissant notamment de l'adaptation au changement climatique et de l'éradication de la malnutrition chronique.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA COLOMBIE (2017-2021)

Texte librement rédigé par le bureau de pays	Éléments du Plan stratégique	Catégories et indicateurs du Cadre de résultats institutionnels
--	------------------------------	---

Pays: Colombie

Date de démarrage du PSP: 04/2017 **Date d'achèvement du PSP:** 12/2021

CADRE LOGIQUE	
But stratégique 2: <i>Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD</i>	
Objectif stratégique 4: <i>Appuyer la mise en œuvre des ODD</i>	
Résultat stratégique 5: <i>Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 9 de l'ODD 17)</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs	
PND 2014-2018: Appuyer la paix et l'égalité grâce au renforcement des capacités nationales et locales, en garantissant la sécurité alimentaire et la nutrition dans le cadre des plans territoriaux – Objectif 6. Cible 1c. Réduire la faim et la malnutrition, en particulier chez les personnes les plus vulnérables et dans les groupes ethniques	
Priorités du PNUAD: La qualité des services et programmes du Gouvernement est mieux perçue Les victimes sont réintégréées et moins vulnérables	
Effet direct stratégique 1 Renforcement des capacités - les autorités locales et les organisations de la société civile ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre de manière responsable des programmes qui contribuent à réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition	Catégorie d'effet direct correspondante 5.1 Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel Indicateurs d'effet direct 5.1.1 Score de capacité Faim zéro
Produit 1.1 Un soutien technique est apporté en faveur de l'élaboration des politiques, de la conception, de l'exécution et de l'évaluation des programmes, et de la production de données factuelles	Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre K. Partenariats appuyés

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 1.2 La coopération Sud-Sud est facilitée à l'appui du renforcement des capacités en matière de réduction des risques de catastrophe et de mise en œuvre des programmes sociaux.</p>	<p>Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées I. Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre K. Partenariats appuyés</p>
<p>Activité 1.1 Renforcer les capacités des acteurs territoriaux pour ce qui est de planifier, mettre en œuvre et évaluer les politiques et les programmes relatifs à l'alimentation et à la nutrition</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p>Activité 1.2 Élaborer et évaluer des modèles novateurs en matière d'alimentation et de nutrition</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante Renforcement des capacités institutionnelles</p>
<p>But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</p>	
<p>Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</p>	
<p>Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)</p>	
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs Stratégie du pays – But: Éliminer la malnutrition chronique d'ici à 2025 grâce à des stratégies différenciées ciblant les enfants vivant dans des zones rurales dispersées sur le territoire et les groupes ethniques. PND 2014-2018: Consolidation de la paix, réduction des inégalités et éducation, avec les thèmes transversaux suivants: i) infrastructure et compétitivité stratégique; ii) mobilité sociale, l'accent étant mis sur la réduction des vulnérabilités sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition dues au changement climatique et sur l'accroissement des capacités d'intervention en cas de situation d'urgence alimentaire; iii) transformation des zones rurales de la Colombie et croissance verte; et iv) bonne gouvernance (la Colombie a harmonisé le PND avec les objectifs de développement durable). Objectif 3. Cible 4.c: Renforcer la compétitivité dans le secteur agricole et accroître les possibilités d'emploi pour les populations rurales. Objectif 6. Cible 7: Renforcer la sécurité alimentaire des communautés ethniques, des populations autochtones et des Roms, y compris des familles, des femmes, des enfants et des personnes âgées – Cible 1c: Réduire la faim et la malnutrition, en particulier chez les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables et dans les groupes ethniques. Objectif 10. Cible 3: Soutenir une croissance résiliente et réduire les vulnérabilités face aux risques et au changement climatique. – Cible 4: Protéger et préserver les écosystèmes et les territoires; faciliter l'adaptation aux effets du changement climatique et intégrer des mécanismes REDD + (réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts) dans les zones où se trouvent des groupes ethniques, des populations autochtones et des Roms. Loi 1448, But: Garantir l'application effective des droits des victimes. Effet direct: Accroître l'accès à la nourriture pour 91 pour cent de la population vulnérable d'ici à 2018. PNSAN: Garantir un approvisionnement suffisant en aliments nutritifs et l'accès à ceux-ci; dispenser une éducation à la nutrition; assurer la prévention et la réduction de la malnutrition et des carences en micronutriments; renforcer les partenariats intersectoriels au profit de la sécurité alimentaire et de la nutrition; améliorer la qualité de la nourriture et de l'eau; coordonner les interventions. Effet direct: Éliminer la mortalité liée à des problèmes nutritionnels chez les enfants de moins de 5 ans d'ici à 2020.</p>	

CADRE LOGIQUE

<p>Priorités du PNUAD:</p> <p>Effet direct 1: Renforcement des capacités du Gouvernement permettant à tous de jouir de leurs droits et favorisant la consolidation de la paix.</p> <p>Domaine d'action privilégié: i) Rétablir les droits des victimes, y compris le droit à l'alimentation.</p> <p>Effet direct 2: Parvenir à un développement durable sur les plans social, économique et environnemental, en réduisant les fractures (au niveau des territoires, des groupes ethniques, etc.)</p> <p>Domaines d'action privilégiés: i) Contribuer à la réalisation de l'ODD 5 et d'autres ODD grâce à la réduction des fractures socioéconomiques; ii) réduire les écarts entre hommes et femmes; iii) favoriser l'inclusion socioéconomique en milieu rural; et iv) renforcer la résilience et accroître la durabilité socioéconomique et environnementale</p>	
<p>Effet direct stratégique 2 Accès à la nourriture - les victimes de la violence, les communautés marginalisées et les populations ethniques vulnérables ont accès à tout moment et de manière adéquate à des aliments nutritifs et à une alimentation diversifiée, et reçoivent une aide pour établir elles-mêmes leurs moyens d'existence ou les améliorer</p>	<p>Catégorie d'effet direct correspondante</p> <p>1.1 Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante</p> <p>Indicateurs d'effet direct</p> <p>1.1.2 Indice des stratégies de survie</p> <p>1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation</p> <p>1.1.5 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes</p> <p>1.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition</p> <p>(propre au pays) Score de diversité alimentaire</p>
<p>Produit 2.1 Les bénéficiaires ciblés ont accès à des aliments de qualité en quantité suffisante et en temps voulu</p>	<p>Catégorie de produit correspondante</p> <p>A. Ressources non assorties de conditions transférées</p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>D. Actifs créés</p> <p>E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Produit 2.2 Les écoliers ciblés, en particulier ceux qui risquent d'être recrutés par des groupes paramilitaires, reçoivent des repas nutritifs et participent à des activités éducatives</p>	<p>Catégorie de produit correspondante</p> <p>A. Ressources non assorties de conditions transférées</p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Activité 2.1 Venir en aide aux victimes de la violence</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante</p> <p>Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</p>
<p>Activité 2.2 Mettre en place l'alimentation scolaire utilisant la production locale, en mettant l'accent sur la protection et en ciblant les enfants vulnérables qui ne sont pas couverts par les programmes publics</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante</p> <p>Repas scolaires</p>

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1 <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 2 <i>Améliorer la nutrition</i>	
Résultat stratégique 2 <i>Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)</i>	
Effet direct stratégique 3 <i>Fin de la malnutrition - les communautés et les familles sont davantage en mesure de prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, en s'attachant à ne laisser personne de côté dans les zones urbaines marginalisées et les zones rurales reculées</i>	Catégorie d'effet direct correspondante 2.1. Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées (propre au pays) À DÉTERMINER: un indicateur propre au pays serait élaboré
Produit 3.1 <i>Des activités de formation sont dispensées aux autorités nationales et locales, à la société civile, aux membres des communautés et aux familles vulnérables</i>	Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées B. Aliments nutritifs fournis C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 3.2 <i>Des messages sur la nutrition sont adaptés et communiqués aux populations cibles</i>	Catégorie de produit correspondante A. Ressources non assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées
Produit 3.3 <i>Une assistance technique est fournie pour améliorer l'efficacité des programmes nutritionnels</i>	Catégorie de produit correspondante C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Activité 3.1 <i>Assurer des activités d'éducation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition et mener des campagnes de communication visant à faire évoluer les comportements</i>	Catégorie d'activité correspondante Prévention de la malnutrition
Activité 3.2 <i>Fournir un appui technique</i>	Catégorie d'activité correspondante Renforcement des capacités institutionnelles
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>	
Objectif stratégique 3: <i>Assurer la sécurité alimentaire</i>	
Résultat stratégique 3: <i>La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus (Cible 3 de l'ODD 2)</i>	
Effet direct stratégique 4 <i>Productivité et revenus des petits exploitants - les petits exploitants – femmes et hommes – augmentent durablement leurs capacités de production et de commercialisation</i>	Catégorie d'effet direct correspondante 3.1 Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants Indicateurs d'effet direct 3.1.1 Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

CADRE LOGIQUE	
	3.1.4 Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant 3.1.9 Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe
Produit 4.1 Des aliments nutritifs sont achetés par les bénéficiaires de transferts de type monétaire auprès d'associations paysannes et de magasins	<i>Catégorie de produit correspondante</i> F. Achats effectués auprès de petits exploitants
Produit 4.2 Les petits exploitants bénéficient d'une formation et d'une assistance technique en matière de pratiques commerciales, de sécurité alimentaire et de nutrition, de problématique hommes-femmes et de connaissance des droits	<i>Catégorie de produit correspondante</i> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 4.3 Les agricultrices ont l'autonomie voulue pour accéder aux marchés	
Activité 4.1 Fournir un appui technique aux petits exploitants ruraux	<i>Catégorie d'activité correspondante</i> Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants
Activité 4.2 Stimuler les marchés grâce aux achats du PAM	<i>Catégorie d'activité correspondante</i> Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants
But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro	
Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire	
Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables (Cible 4 de l'ODD 2)	
Effet direct stratégique 5 Systèmes alimentaires durables - les communautés ethniques rurales dans les zones vulnérables ont une capacité accrue de récupération à la suite de chocs, et d'adaptation au changement climatique	<i>Catégorie d'effet direct correspondante</i> 4.1 Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres <i>Indicateurs d'effet direct</i> 4.1.2 Indice des stratégies de survie 4.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation 4.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence 4.1.5 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement 4.1.6 Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée 4.1.6 Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes 4.1.7 Score de consommation alimentaire – nutrition (propre au pays) Score de diversité alimentaire

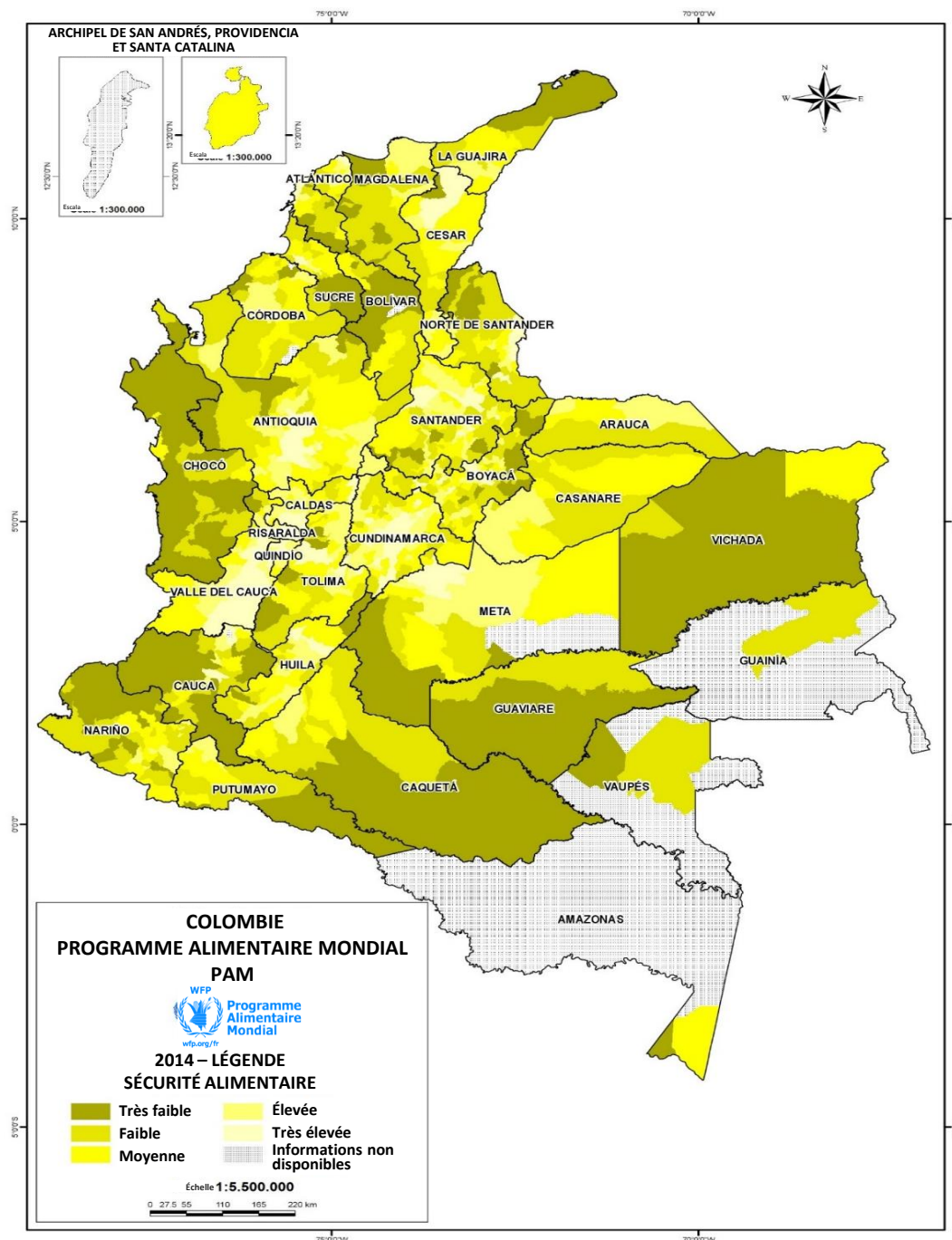
CADRE LOGIQUE

<p>Produit 5.1 Le savoir traditionnel transmis par les femmes et les hommes appuie la diversité de l'alimentation et les moyens d'existence</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> A. Ressources non assorties de conditions transférées C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p>
<p>Produit 5.2 Des actifs sont créés pour renforcer la résilience et accroître les revenus des femmes et des hommes de manière équitable</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante</i> D. Actifs créés</p>
<p><i>Activité 5.1 Renforcer la résilience et consolider les moyens d'existence</i></p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante</i> Adaptation au changement climatique et gestion des risques</p>
<p><i>Résultats transversaux</i></p> <p>C.1 Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences</p> <p>C.2 Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité</p> <p>C.3 L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM</p> <p>C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS (<i>en milliers de dollars</i>)						
Résultats stratégiques du PAM/cibles des ODD	Résultat stratégique 5 (cible 9 de l'ODD 17)	Résultat stratégique 1 (cible 1 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 2 (cible 2 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 3 (cible 3 de l'ODD 2)	Résultat stratégique 4 (cible 4 de l'ODD 2)	Total
Effets directs stratégiques	1	2	3	4	5	
Domaines d'action privilégiés	Causes profondes	Interventions face à une crise	Causes profondes	Renforcement de la résilience	Renforcement de la résilience	
Transferts	23 375	22 922	4 852	2 680	5 055	58 884
Mise en œuvre	2 446	3 767	1 317	1 273	1 111	9 914
Coûts d'appui directs ajustés	4 063	3 776	873	590	867	10 169
Total partiel	29 884	30 465	7 042	4 543	7 033	78 967
Coûts d'appui indirects (7%)	2 092	2 133	493	318	491	5 527
TOTAL	31 976	32 598	7 535	4 861	7 524	84 494

ANNEXE III

SITUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET
DE LA NUTRITION EN COLOMBIE

Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

PRÉSENCE DU PAM EN COLOMBIE



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

DNP	Département national de la planification
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ICBF	Institut colombien pour le bien-être familial
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
PND	Plan national de développement
PNSAN	Plan national de sécurité alimentaire et de nutrition
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance